

Un impôt pour émanciper les mosquées

ALLEMAGNE Le prélèvement à la source devrait favoriser l'intégration des musulmans

► La classe politique allemande est favorable à un financement du culte musulman par l'impôt.

► L'objectif est de rendre les mosquées indépendantes des influences étrangères.

► La Turquie d'Erdogan est directement visée.

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

L'idée d'un « impôt mosquée » semble faire l'unanimité dans la classe politique allemande. À part l'extrême droite, tous les partis se sont dits favorables à ce système qui permettrait aux mosquées d'Allemagne de ne plus faire appel à des dons venus de l'étranger et de financer le culte d'une manière plus transparente.

La proposition est venue du camp conservateur, pourtant opposé autrefois à l'idée d'une implantation durable de l'islam en Allemagne. Le secrétaire d'Etat chargé des Cultes au ministère de l'Intérieur, Markus Kerber (CDU), a déclaré au quotidien *Die Welt* qu'un « impôt mosquée » sur le modèle de « l'impôt église » pour les chrétiens pourrait être une solution pour affranchir les mosquées allemandes des influences étran-

gères.

En Allemagne, l'impôt destiné aux cultes chrétiens (Kirchsteuer) est prélevé à la source par l'Etat directement sur la paie (sauf pour ceux qui se sont fait radier des registres baptismaux). Jusqu'à présent, l'Etat ne prélève pas d'impôt à la source pour le culte musulman.

Faute de moyens, les mosquées allemandes sont donc souvent dépendantes de donateurs étrangers. La plus grande organisation musulmane d'Allemagne, Ditib (Union turco-islamique pour les affaires religieuses), est directement liée aux autorités religieuses turques qui envoient elles-mêmes des imams en Allemagne.

Mouchards d'Ankara

L'influence d'Ankara auprès des Turcs d'Allemagne, la plus grande communauté d'expatriés dans le monde (près de 3 millions de personnes), est une source de conflit permanente avec Berlin. Ditib, qui gère 900 mosquées en Allemagne, est une organisation dont la surveillance par les renseignements intérieurs reste en discussion.

La police allemande a effectué plusieurs perquisitions en 2017 chez une douzaine d'imams proches de Ditib, soupçonnés d'être des mouchards d'Ankara. Ils auraient fourni notamment au consulat turc le nom de personnes et d'institutions proches

de l'opposant Fethullah Gülen.

« Les musulmans ne peuvent pas s'intégrer en restant sous influence. Cela doit cesser ! », insiste l'avocate Seyran Ates imame autoproclamée de la mosquée berlinoise Ibn-Rushd-Goethe et porte-parole d'un islam libéral en Allemagne. « Une communauté doit être en mesure de se financer toute seule. C'est ce que nous essayons de faire dans notre mosquée », a ajouté la féministe qui vit sous protection depuis un attentat par balles lors duquel elle a failli perdre la vie.

« Si l'Etat veut nous aider à mettre en place un système de financement, je trouve cela très intéressant », a commenté Aiman Mazyek, le président du Conseil central des musulmans d'Allemagne. Le sujet devrait être âprement discuté en 2019 au ministère de l'Intérieur lors de la « Conférence sur l'islam », chargée depuis plus de dix ans d'établir un dialogue pérenne entre l'Etat et les musulmans en Allemagne.

Le prélèvement à la source risque néanmoins d'être difficile à mettre en place, préviennent les juristes. Les structures musulmanes sont très éclatées en Allemagne et ne disposent pas d'un statut de collectivité de droit public comme les églises chrétiennes. Les associations les plus connues, comme Ditib, ne représentent qu'une partie des 5 millions de musulmans vivants

en Allemagne.

Pour cette raison, certains représentants de la communauté musulmane se disent favorables à une contribution volontaire des fidèles sous la forme d'une « zakât » (aumône) qui serait recueillie dans les mosquées.

Pour les écologistes (opposition), cet impôt ne suffira pas à créer un « islam d'Allemagne ». « Nous voulons que les imams soient formés chez nous. Ainsi pouvons-nous nous débarrasser de l'influence néfaste des prédicateurs venus de Turquie et des monarchies du Golfe », a insisté Katrin Göring-Eckardt, vice-présidente des écologistes du

Bundestag.

Selon les informations du quotidien munichois *Süddeutsche Zeitung*, Berlin s'apprêterait à contrôler le financement des mosquées par l'Arabie saoudite et les pays du Golfe qui devront déclarer leurs dons au ministère des Affaires étrangères. Le gouvernement craint en effet que ces fonds ne soient utilisés pour essayer de radicaliser les réfugiés installés en Allemagne. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

LE SOIR -

Sur notre site, l'interview de l'avocate Seyran Ates, imame autoproclamée de la mosquée berlinoise Ibn-Rushd-Goethe et porte-parole d'un islam libéral en Allemagne.